



République Française - Département de la Savoie
Arrondissement d'Albertville
Commune d'Aime-la-Plagne

Conseil Municipal du 26 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-six juin à dix-huit heures, le Conseil municipal d'Aime-la-Plagne, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Corine Maironi-Gonthier, Maire.

Conseillers en exercice : 29

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Georges Bouty - Bernadette Chamoussin - Hervé Chenu - Jean-Sylvain Costerg - Laurent Desbrini - Anthony Destaing - Jacques Duc - Sylviane Duchosal - Michel Genettaz - Isabelle Gostoli De Lima - Anne Le Mouëllic - Muriel Limonta Verthier - Corine Maironi-Gonthier - Marie Martinod - André Pellicier - Rose Paviet - Lucien Spigarelli - François Schmitt - Robert Traissard - Xavier Urbain - Amélie Viallet

Excusés : Sabine Sellini (pouvoir à Rose Paviet) - Marie Latapie (pouvoir à Corine Maironi-Gonthier) - Juliette Michel (pouvoir à Anthony Destaing) - Laetitia Rigonet (pouvoir à Hervé Chenu) - Pascal Valentin (pouvoir à Jean-Sylvain Costerg)

Absents : Franck Chenal - Charley Mingeon - Camille Dutilly

Secrétaire de séance : Anthony Destaing

Date de convocation : 20 juin 2025

Date de publication : 04 juillet 2025

Délibération n°2025-055 – Décision de modification n° 3 de droit commun du PLU de la commune déléguée d'Aime

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme notamment ses articles L 153-36 et suivants et R 153-20 et suivants,

Vu la délibération du 30 juin 2017 approuvant la révision générale du PLU,

Vu les délibérations des 28 juin 2018 et 28 novembre 2019 approuvant respectivement les modifications n° 1 et 2 du PLU,

Vu les délibérations des 26 avril 2018 et 30 septembre 2021 approuvant respectivement les révisions allégées n° 1 et 2,

Vu la délibération du 25 janvier 2024 approuvant la révision simplifiée n° 1,

Vu la délibération du 27 juin 2024 approuvant la révision allégée n° 3,

Vu la délibération du 26 septembre 2024 décidant de la mise en œuvre de la modification simplifiée n° 2,

Madame le Maire indique que pour permettre la réalisation de projets sur Aime, il y a lieu de mettre en œuvre une modification de droit commun n° 3 du PLU de la commune déléguée d'Aime. Cette modification porte notamment sur :

- L'évolution de l'OAP la Contamine, concernant le nombre de logements et l'accès ;
- La mise en place de servitudes de logements permanents sur plusieurs secteurs de la ville compte tenu de la tension immobilière sur la commune et du classement en zone BI de la ville depuis juillet 2024 ;
- La modification de la rédaction de l'article Ue et Uea concernant la hauteur des bâtiments dans la zone des Iles ;

- Des mises à jour ponctuelles (et/ou correction d'erreurs matérielles) du PLU qui pourraient s'avérer utiles, tant dans les documents écrits que graphiques.

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-36 à L 153-38, L 153-40, L 153-41, L 153-43, L 153-44,

Après avoir pris connaissance du dossier élaboré dans le cadre de cette modification de droit commun,

Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'engager la modification de droit commun n° 3 du PLU de la commune déléguée d'Aime conformément à l'article L 153-36 du code de l'urbanisme ;**
- **De charger Madame le Maire de conduire la procédure de modification ;**
- **De notifier le projet de modification aux personnes publiques associées conformément à l'article L 153-40 du Code de l'urbanisme ;**
- **De demander la mise à disposition gratuite des services déconcentrés de l'Etat pour élaborer, modifier ou réviser les plans locaux d'urbanisme conformément à l'article L 132-5 du Code de l'urbanisme.**

Conformément aux articles L 132-7 et L 132-9 à L 132-11 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet ;
- Au Président du Conseil Régional ;
- Au Président du Conseil Départemental de la Savoie ;
- Au Président de l'Association des Pays Tarentaise Vanoise en charge de l'élaboration du SCOT ;
- À la Chambre de commerce et d'industrie ;
- À la Chambre des métiers ;
- À la Chambre d'agriculture.

En application de l'article L 132-11, les présidents des collectivités ou des organismes cités ci-dessus ou leurs représentants pourront, à leur demande être consultés pendant la durée de la modification du projet du Plan Local d'Urbanisme.

Il en sera de même pour :

- L'institut National de l'Appellation d'Origine ;
- Le Centre Régional de la Propriété Forestière ;
- Le Président de la Communauté de communes des Versants d'Aime ;
- Le Président du SIGP (Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne) ;
- Les Maires des communes de La Plagne Tarentaise, Beaufort, Hautecour, Notre Dame du Pré, La Léchère, Pomblière Saint-Marcel, Grand-Aigueblanche, Bozel.

Qui pourront également demander à être consultés pendant la durée de la modification n° 3 du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Conformément aux articles R 153-20 et R 153-21, la présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage en Mairie pendant une durée de 1 mois ;
- D'une mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
- D'une publication sur le site internet de la ville.

AINSI DÉLIBÉRÉ,

Le Maire,

Corine Maironi-Gonthier



Le secrétaire de séance,

Anthony Destaing

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble ou par l'application Télérécourse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.